

Les états, et le niveau politique :

Sur le plan politique, il y a une prise de conscience des problèmes des énergies fossiles : changements climatiques, oil peak, sécurité des approvisionnements, indépendance énergétique, pollutions, augmentation des prix, etc.

Le problème à résoudre est particulièrement important et d'actualité, à titre d'exemple :

Le 31 Janvier 2006 le Président des Etats-Unis Georges BUSH a déclaré devant le Congrès Américain lors de son discours annuel sur l'état de l'union :

«Nous avons un grave problème : l'Amérique est dépendante du pétrole qui est souvent importé de régions instables du monde, le meilleur moyen de lutter contre cette dépendance c'est la technologie, depuis 2001 nous avons dépensé presque 10 milliards de dollars pour développer des sources d'énergies alternatives moins chères et plus sûres, et nous sommes au seuil d'avancées incroyables, ces nouvelles technologies nous aideront à atteindre un autre grand objectif : remplacer plus de 75 % de nos importations de pétrole du Moyen-Orient d'ici 2025.»

... «garder l'Amérique concurrentielle demandera une énergie bon marché».

Quand le Président américain dit : «nous sommes au seuil d'avancées extraordinaires» il fait allusion à la mise au point du moteur à hydrogène, la «Freedom Car» voiture fonctionnant à l'hydrogène qui est l'une des priorités du gouvernement américain.

Dans son discours sur l'état de l'Union, le Président américain a également annoncé une augmentation de 22% des fonds consacrés à la recherche sur les énergies non polluantes.

En réduisant la part du pétrole dans leur approvisionnement énergétique, les Etats-Unis peuvent faire d'une pierre deux coups : s'ils parviennent à utiliser moins de combustibles fossiles, leur part dans la pollution atmosphérique diminuera d'autant.

Le Président américain a résumé : «Notre pays peut améliorer de manière spectaculaire notre environnement, dépasser une économie basée sur le pétrole et faire de notre dépendance à l'égard du pétrole du Moyen-Orient une chose du passé».

La plupart de ces orientations concernant la stratégie énergétique américaine figurent déjà dans la loi sur l'énergie adoptée par le Congrès en août 2005.

Cette partie sur l'énergie a été un des points les plus importants de son discours, ce qui montre bien l'importance des problèmes énergétiques : pollution, dépendance à l'égard du pétrole de plus en plus rare et cher et problème d'approvisionnement, et entre autres solutions : le vecteur énergétique hydrogène, et l'énergie solaire comme source d'énergie.

Les Etats-Unis et principalement l'état de Californie sont à la pointe en matière d'hydrogène-énergie (projet «Hydrogen-Highway» etc).

Les Etats-Unis sont un des pays les plus propices à l'application du dispositif de production d'hydrogène grâce aux immenses déserts ensoleillés se trouvant dans le sud-ouest américain (Californie, Arizona, Nevada, Nouveau-Mexique, etc).

Un autre exemple est donné par le sommet européen des 23 et 24 Mars 2006 qui a réuni à Bruxelles les 25 chefs d'états des pays européens dont le sujet était l'énergie (sécurité des approvisionnements, pollutions générées, prix de l'énergie), sur fond de dépendance gazière vis-à-vis de la Russie, de prix du pétrole élevé, de bataille entre les grands opérateurs énergétiques européens.

Un autre exemple est donné par le sommet du G8 du 16 Mars 2006 à Moscou consacré à l'énergie dont le sujet était : sécurité des approvisionnements énergétiques, acceptable sur le plan écologique, à des prix raisonnables.

Le sommet du G8 qui s'est tenu à St Petersburg en Juillet 2006 a été principalement consacré à ce thème.

Déjà le sommet du G8 du 8 Juillet 2005 à Gleneagles avait débouché sur un communiqué intitulé "changement climatique, énergie propre et développement durable".

Le sommet européen plus Russie du 20-21 octobre 2006 à Lahati (Finlande) était principalement consacré à l'approvisionnement énergétique venant de Russie.

Il y a une prise de conscience par les hommes politiques des problèmes qui vont être générés par les changements climatiques : Al Gore s'occupe maintenant de l'augmentation de l'effet de serre, idem pour Bill Clinton, Arnold Schwarzeneger, Nicolas Sarkozy, Angéla Merkel, Ban Ki Moon, Tony Blair, Ion Iliescu, etc.

Des hommes d'affaire s'y intéressent activement aussi : Richard Branson, etc.

Il en est de même de la question de l'indépendance énergétique et de la sécurité des approvisionnements, qui stratégiquement sont aussi importants que la défense nationale.

Les mesures à prendre pour résoudre les problèmes de changements climatiques sont à prendre au niveau politique, ce n'est pas du domaine de l'économie de marché.

Les externalités de l'énergie (pollutions de l'air, changements climatiques, protection de l'approvisionnement en pétrole,) sont payées par les états (armées, assurances médicales d'état, etc), les compagnies d'assurances (dégâts des tempêtes, inondations, etc).

Il est donc logique que les états financent une partie de la transition vers l'hydrogène-énergie, c'est autant de frais qu'ils n'auront pas à payer plus tard.

Il doit y avoir de fortes incitations.

Les particuliers et les entreprises ayant déjà de très lourdes charges (impôts, taxes, etc) il serait judicieux d'utiliser la carotte des aides, des allègements d'impôts, etc, plutôt que le bâton de taxes supplémentaires, qui au final se paient en perte de pouvoir d'achat pour les particuliers, et par des pertes de compétitivité, des pertes de marchés, et des pertes d'emplois pour les entreprises.

Même si à long terme il est de l'intérêt des entreprises de prendre individuellement des mesures, de même pour les particuliers.

Les bons sentiments c'est très bien, mais la meilleure des incitations est financière.

Avantages fiscaux possibles pour les véhicules :

- à l'achat :

- réduction du prix (par exemple avec une réduction de la TVA),
- carte grise prix moins chère (ou gratuite),
- crédit d'impôt comme pour les véhicules GPL,

- à l'usage :

- carburant moins cher,
- péages d'autoroute moins chers ou gratuits,
- péages à l'entrée des villes gratuits (Londres, Stockholm, etc),
- stationnement moins cher ou gratuit,
- assurances moins chères.

Mesures politiques à prendre :

- augmentation des taxes sur les énergies fossiles, etc, pour financer le passage à hydrogène,
- aides structurelles pour les infrastructures (gazoducs, etc),
- aides pour le kitage des moteurs pour l'utilisation de l'hydrogène.

Il faut une économie de marché, et aussi une intervention des états.

Historiquement beaucoup d'énergies ont été subventionnées par les états : le charbon, le nucléaire (par la recherche) fission ou fusion, l'éolien (par EDF), le photovoltaïque.

Dans une économie de guerre, l'état intervient fortement, dans quelque temps nous allons nous trouver dans une situation équivalente à une économie de guerre.

Les politiques ne régleront pas les problèmes de pénuries d'énergie et de pollutions, l'économie de marché sous la contrainte de la loi de l'offre et de la demande le fera.

Seules des entreprises vendant de l'énergie propre à des consommateurs l'achetant régleront ces problèmes sous la pression des prix plus élevés des combustibles fossiles et la prise de conscience des effets des changements climatiques qui se fera progressivement devant l'évidence de l'accumulation des faits.

Une fois l'économie de l'hydrogène engagée, si les dirigeants politiques souhaitent accélérer la transition, ils peuvent financer les infrastructures nécessaires (gazoducs, etc) et les modifications des centrales thermiques, etc, par des taxes sur les combustibles fossiles.

Le niveau supranational :

Il faut :

- des directives européennes,
- d'autres protocoles comme Kyoto, etc,
- une augmentation des prix des permis d'émission de CO2,
- des investissements européens (aides) pour les infrastructures de transport de l'hydrogène en Europe (gazoducs).

Quand l'économie de l'hydrogène sera lancée, il faudra avoir des directives européennes encore plus strictes pour les émissions de CO2.

Il faut augmenter le prix des quotas d'émissions de gaz à effet de serre.

Il faut faire une convention (comme celle de Genève, etc) sur la libre circulation de l'hydrogène sans droits de douane, etc.

Le lobbying :

Les populations (qui sont les futurs clients et utilisateurs) doivent être informées du progrès qu'apporte l'économie de l'hydrogène par les médias (presse écrite, télévisions, radios, internet, ..), pour être conscientes des avantages de l'économie de l'hydrogène.

Les différents niveaux où sont prises les décisions politiques doivent l'être aussi.

Les associations écologistes peuvent faire le lobbying et la pression pour l'hydrogène.

Les constructeurs automobiles, les énergéticiens, les pétroliers, etc, doivent faire du lobbying pour l'hydrogène libre de taxes, etc.

IL FAUT ABSOLUMENT QUE L'HYDROGENE BENEFICIE D'UNE FISCALITE FAVORABLE (c'est à dire 0%).

Il faut un lobbying au niveau européen et mondial (Kyoto etc), pour que les entreprises investissent et réinvestissent dans ce domaine et que la fiscalité ne soit pas une gêne.

L'économie de l'hydrogène doit être 100% écologique jusque dans les détails.

Le paradoxe des écologistes :

Les écologistes veulent promouvoir les énergies renouvelables : hydroélectricité, éolien, etc, or tous les projets passés ou actuels de barrages ou d'implantations d'éoliennes sont systématiquement contestés par les écologistes, sans parler du nucléaire qui pourtant n'émet pas de CO2 et autres polluants atmosphériques.

La fiscalité sur l'hydrogène :

Il est normal de taxer le pétrole car il y a les coûts cachés des externalisations :

- les coûts médicaux des pollutions,
- la protection des approvisionnements par l'armée (ex: Djibouti, etc),
- les marées noires,
- le déficit de la balance importation/exportation.

Avec l'hydrogène il n'y a pas ces externalisations, il serait donc anormal de taxer l'hydrogène.

Par définition les taxes s'appliquant aux hydrocarbures (composés d'hydrogène et de carbone) ne peuvent s'appliquer à l'hydrogène.

Il faudrait une écotaxe européenne sur les carburants polluants pour financer le démarrage de l'économie de l'hydrogène.

Pour lutter contre la pollution et l'augmentation de l'effet de serre : dans le cas de la production d'hydrogène sans génération de CO₂ et sans utilisation de combustibles fossiles, la fiscalité doit être nulle dans les pays de productions, dans les pays de transit, dans les pays d'utilisation final, cela doit être adopté dans des conventions de type "Protocole de Kyoto".

Il faut faire du lobbying pour ça.

La fiscalité sur l'hydrogène doit être décidée au niveau supranational (Communauté Européenne, accords de type Protocole de Kyoto, etc) pour éviter par exemple la manipulation qu'a fait le gouvernement allemand sur les biocarburants, idem pour la France.

Il faut des directives européennes pour une fiscalité nulle sur l'hydrogène, il faut que l'Europe donne l'exemple pour le reste du monde.

L'Union Européenne doit décréter un droit de douane nul dans l'UE pour l'hydrogène (il n'y a déjà plus de droit de douane intra communautaire dans l'UE) idem à import et à l'export, et des taxes nulles pas de TVA, pas de TIPP, etc.

Puis lors d'un sommet de type Kyoto il faut que tous les pays signent la même chose :

- libre circulation de l'hydrogène (sur terre et sur mer),
- pas de droit de douane sur l'hydrogène,
- pas de taxes sur l'hydrogène.

Le fait de ne pas avoir de taxes, de droits de douane, etc, sur l'hydrogène a pour conséquences :

- un prix plus bas de l'hydrogène, donc une meilleure compétitivité face aux combustibles fossiles très polluants,
 - des réinvestissements massifs des bénéfices générés par l'économie de l'hydrogène dans la production etc (ça peut être une des conditions pour une absence d'impôts sur les sociétés impliquées dans l'économie de l'hydrogène),
 - c'est facile d'attirer des capitaux au départ,
- donc au final, un développement rapide de l'économie de l'hydrogène.

Fiscalité des entreprises :

Il ne doit pas y avoir d'impôts sur les sociétés produisant l'hydrogène (sur la partie production hydrogène) au moins pendant quelques années.

Il ne doit pas y avoir de fiscalité de type rente comme pour le pétrole, pas d'impôts sur les revenus des sociétés pour peu qu'elles réinvestissent une partie des bénéfices pour faire de l'auto financement et aussi pour favoriser la venue de capitaux sur ce marché.

Après le pétrole, utilisation d'hydrogène produit à partir d'énergie solaire

© Copyright 2007 Philippe Marc Montésinos

<http://electricite.solaire.free.fr/index.htm>

E-mail : hydrogene.solaire@free.fr